Texte de la Commission Administrative Académique du SNES-FSU de Bordeaux

Vendredi 20 novembre 2026

Mouvement social

Depuis le 29 septembre et une journée de mobilisation fonction publique pour les salaires réussie, le mouvement social persiste, notamment sous l'impulsion des lycéen·nes autour desquel·les se sont agrégés l'éducation nationale, les retraité·es, les parents d'élèves, les étudiant·es et une large partie de la population, tant leurs revendications rejoignaient celles portées depuis de nombreuses années par le SNES-FSU : pression du contrôle continu, opacité et inégalités de parcoursup, état du bâti scolaire, emplois du temps induits par les mises en barrettes des spécialités, manque de personnels, moyens pour l'éducation, manque de perspective d'avenir pour la jeunesse.

Les blocages d'établissements et manifestations du 1er octobre ont concerné toute l'académie. La journée du 6 a aussi été très suivie. Les revendications rejoignaient celles du SNES mais avec le risque que le ministère apporte des réponses contraires aux attentes de notre organisation : recrutement accru de personnels contractuels, suppression d'enseignement pour réduire le nombre d'heures de cours. Il était insuffisant d'être aux côtés des élèves, il fallait mettre en avant nos exigences pour tout le second degré, d'où la journée du 13 octobre, inégalement suivie dans l'académie, marquée dans les lycées mobilisés. Les lycéen·nes ont également défilé le 15 octobre, à Bordeaux.

Le 5 novembre la journée interprofessionnelle pour les salaires, l'emploi et la jeunesse a été très réussie avec des cortèges fournis dans tous les départements, avec un taux de grévistes à 30% d'après nos remontées internes.
Le 10 novembre, l'appel de l'intersyndicale éducation et enseignement supérieur a maintenu une présence revendicative dans l'attente du 17 novembre, appel fonction publique. Cette journée aurait dû conduire à une mobilisation massive pour les salaires, après la pression de la rue le 5 novembre, le SMIC à 1500 euros, le refus du dégel du point d'indice et des mesures insuffisantes sur les plus bas salaires de la FP.

Or le taux de grévistes dans l'académie n'a pas dépassé les 13% d'après les remontées et les cortèges étaient bien moins fournis, signe d'un essoufflement.
Depuis le 17 octobre, des manifestations se déroulent aussi les samedis après-midi, rassemblant la jeunesse, organisations syndicales et société civile autour de revendications pour le pouvoir de vivre, les salaires, les services publics, la justice sociale, les libertés publiques et les droits démocratiques. Elles ont donné lieu à des épisodes de violence forts au début mais la tension a diminué. Le SNES-FSU a comme mandat d'y participer dans la mesure où le cadre intersyndical et les plateformes d'appel le permettent. Très suivies à Bordeaux, elles sont plus difficiles à organiser avec régularité et avec succès dans les autres départements de l'académie.

L'ensemble des équipes militantes a fourni un travail considérable pour assurer la réussite de ce mouvement dans la durée, la sécurisation des manifestations, les négociations avec les préfectures, allant parfois jusqu'au dépôt de référés. Dans un contexte de fort recul sur les droits démocratiques, dont le droit de manifester, elles et ils ont tenu bon.

Bilan du mouvement lycéen

Il a d'abord concerné tous les départements de l'académie et surtout la Gironde et les Pyrénées-Atlantiques. Dès les premiers jours, manifestations pacifiques et faits inacceptables se sont conjugués : incendie au lycée Mauriac, aux abords d'Eiffel, aux Iris, intrusions au LP J. Brel…
Le rectorat a ouvert le dialogue avec les organisations syndicales. Le SNES-FSU a pu porter les revendications et les attentes des personnels dans la période et dénoncer la violence, d'où qu'elle vienne, en particulier celle qui porte atteinte aux personnels, aux élèves, aux établissements. Il a soutenu la légitimité du droit de retrait, demandé l'absence de pression sur la continuité pédagogique. Les revendications ont aussi été portées lors du boycott du CSAA, d'une audience avec le cabinet du ministre, à l'initiative du S3, lors du CAEN, en formation spécialisée.

Les réponses institutionnelles ont été contradictoires et désordonnées entre appel au dialogue dans des conditions controversées, fermetures d'établissement, intimidations, violences policières avec dispersion au moyen de gaz lacrymogènes, interpellations et garde-à-vues. Les arrêtés préfectoraux d'interdiction de manifestations ou de rassemblements visaient aussi à éteindre le mouvement. Ce désordre témoignait d'un gouvernement déstabilisé par la puissance de la mobilisation.

Les annonces du gouvernement sont à mettre à l'actif des mobilisations et le ministre de l'Education Nationale a bougé sur des totems macronistes. Ces réponses sur le bâti scolaire, sur l'évolution de Parcoursup, ou sur un énième ajustement de la réforme Blanquer, sont clairement insuffisantes. Elles font même craindre de graves

conséquences pour les collègues de SVT et de Physique-Chimie dans le cas de l'hypothétique suppression de l'enseignement scientifique. Cette phase politique n'est arrivée que pendant les congés et le mouvement s'est poursuivi à la reprise mais se concentre sur quelques lycées de la métropole avec des modalités souvent violentes, induisant interventions des FDO, évacuations et fermetures des établissements. Après le temps politique, on est revenu sur une séquence répressive, avec une alliance ministère de l'éducation nationale et ministère de l'intérieur dans une stratégie du pourrissement. Ainsi, les blocages lycéens sont difficiles, soumis à de nouvelles pressions, et la présence lycéenne dans les cortèges est moindre depuis le 5 novembre. Les retours des collègues dans les établissements concernés disent leur lassitude, leur peur parfois, leur épuisement pour les CPE et les AED, l'inquiétude pour les examens. Des clivages et des tensions apparaissent. La violence actuelle dans quelques lycées, tout comme la répression qu'elle induit, dépossède le mouvement de ses revendications et choque aussi les élèves. Elle ne doit pas être banalisée.

La séquence a été longue et enthousiasmante, même si elle n'a pas débouché, dans notre secteur, sur un mouvement majoritaire entrainant tout le second degré. Elle a mis en lumière pendant de nombreuses semaines les revendications pour le lycée (sans parvenir à élargir aux problématiques fortes des collèges), pour les salaires des agent·es de la fonction publique. L'usure de la mobilisation se fait sentir et il nous faut trouver d'autres modalités que la grève pour mettre en avant les exigences de la profession. Les élections professionnelles, dans la suite immédiate de cette séquence, doivent y être rattachées : un fort taux de participation sera un signal sur la mobilisation des personnels de l'EN pour ce gouvernement fébrile et en fin de course comme pour celui qui suivra.
Par la suite, nous avons à trouver les modalités pour signifier que ce mouvement n'était qu'un préambule et qu'un avertissement pour peser dans le cadre du débat pour l'élection présidentielle et au-delà pour les élections législatives ; qu'il s'agisse des revendications salariales, de celles pour l'école publique ou encore de celles des retraité·es (le PLF et le PLFSS prévoient toujours la sous indexation des pensions ou leur gel ainsi que le plafonnement de l'abattement fiscal de 10%), la pression doit être maintenue. Le Groupe des 8 des retraité·es a manifesté le 19 novembre à Paris pour défendre les pensions, droit acquis par les cotisations, et lutter contre leur appauvrissement programmé. Dans ce contexte de forts enjeux pour l'avenir, la lutte pour les libertés publiques, les droits démocratiques et contre les idées de l'extrême droite sera également centrale.

Elle tient à souligner toute l'horreur éprouvée face à l'attentat raciste et xénophobe commis à Trappes et à dire sa solidarité aux victimes, à leurs familles et à leurs proches. Elle contribue au quotidien, à son échelle, à la lutte contre l'extrême droite.

Action :
La section académique appelle à

- Se joindre aux rassemblements et manifestations auxquels appellent les organisations de jeunesse en Europe, le 21 novembre, là où ils sont organisés dans l'académie.
- Participer au rassemblement en soutien aux personnels du GRETA CFA d'Aquitaine le 24 novembre à 9h30 devant le lycée Camille Jullian ou le rectorat.
- Participer aux manifestations et rassemblements organisés dans l'académie pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre et le samedi 28 novembre.
- Participer aux journées d'action de l'intersyndicale éducation ou fonction publique qui se décideraient dans les prochains jours, par la grève là où c'est possible ou par d'autres modalités d'action permettant la diffusion des revendications
- Participer massivement aux élections professionnelles du 3 au 10 décembre

Texte adopté par :

19 pour
7 contre
0 abstention
0 NPPV